



GASPARD, Françoise, Renée, Lucie, née le 7 juin 1945, Dreux, Eure-et-Loir.

Françoise Gaspard appartient à la petite bourgeoisie de Dreux et, à l'image de son grand-père maternel, a très tôt l'envie de faire de la politique. Après une formation en histoire et sociologie, elle devient énarque quelques mois après son élection comme maire de Dreux en 1977. Elle entre alors au comité directeur du parti socialiste et anime durant l'année 1978 le « courant Femmes ». En 1979, elle devient parlementaire européenne et démissionne de cette fonction après avoir été élue députée à l'Assemblée Nationale en 1981. En 1983, après son échec électoral à Dreux face à une alliance inattendue RPR-FN, elle prend position face aux idées racistes avec un livre écrit en 1985 avec Claude Servan-Schreiber, *La fin des immigrés*. Elle quitte en 1989 les instances dirigeantes du parti socialiste et la vie politique pour l'enseignement à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales en 1990 et devient représentante française du réseau européen « femmes dans la prise de décision », de 1991 à 1996. Elle revient sur la scène médiatique et politique avec l'écriture de livres à dimension à la fois sociologique avec l'étude de la signification des voiles des musulmanes en France et historique avec le livre coécrit avec Claude Servan-Schreiber et Anne Le Gall, *Au pouvoir citoyennes ! Liberté, égalité, parité*. Cet ouvrage devient un livre-manifeste pour un concept européen qui émerge en 1992 en France, la parité politique. Elle est nommée en 1998 représentante de la France à la Commission de la condition de la femme de l'ONU jusqu'en 2000 puis experte du Comité CEDAW –Comité de l'ONU pour l'égalité et contre les discriminations faites aux femmes- de 2001 à 2008. Parallèlement à ces responsabilités internationales, elle anime à l'EHESS, de 1998 à 2004, le séminaire «Sociologie des homosexualités» avec Didier Eribon et à Sciences Po, de 2006 à 2009, dispense un cours sur «homosexualité et politique» avec Bruno Perreau. Elle prend sa retraite en décembre 2008 de son travail d'experte française au sein du CEDAW, continuant à plaider pour un scrutin binominal pour «sauver la parité» et à promouvoir l'initiative européenne de la «ville égalitaire» qui intègre la dimension du genre dans les politiques locales.

Nous retenons de sa carrière et de son féminisme une volonté de mettre en place une féminisation du corps politique. F.Gaspard s'engage dans un parti politique pendant les années 1970 durant lesquelles beaucoup de féministes refusent tout engagement dans ce domaine traditionnellement masculin : elle incarne alors un féminisme soucieux de réformer les institutions de l'intérieur

(Courant Femmes au sein du PS). De 1979 (*Madame LE...*) à la marche pour la parité à partir de 1992 (*Au pouvoir, citoyennes ! Liberté, égalité, parité*), elle affine son analyse de l'universalisme républicain se construisant historiquement sans les femmes, entre hommes : c'est l'énonciation progressive du «fratriarcate». Investie de responsabilités européennes et engagée dans des réseaux d'associations féministes, elle relaie le nouveau concept de parité politique en s'appuyant sur l'histoire des féminismes. Elle entend agir sur tous les partis en occupant une place médiatique et symbolique, jusqu'à l'adoption de la loi sur la parité en 2000. Elle prend part à des manifestations soulignant l'aspect symbolique de la domination masculine dans l'espace public : des femmes en minorité à l'Assemblée Nationale mais aussi absentes du Panthéon -elle est à l'initiative d'une lettre à F.Mitterrand en 1992 pour faire entrer Marie Curie dans le sanctuaire national-.En 2008, sa participation à l'une des premières interventions de la jeune association féministe La Barbe au Sénat témoigne bien de l'importance qu'elle donne à cette violence plus que symbolique de la cooptation masculine. Elle n'accepte d'ailleurs le titre de «Chevalière» de la Légion d'honneur en 1998 que lorsque la promotion comporte autant de femmes que d'hommes, après l'avoir d'abord refusé en 1995. Le langage qu'elle emploie n'est jamais anodin : dans ses écrits, elle féminise progressivement le langage -dès l'été 1981 en se nommant «députée» avant la première tentative de féminisation des noms de titres et métiers lancée par le gouvernement en 1986-. Son analyse de la signification des voiles musulmans l'oppose à de nombreuses féministes, acceptant que les filles voilées aillent à l'école pour bénéficier d'une culture d'égalité (*Le foulard et la République* co-écrit avec Farhad Khosrokhavar en 1995). Elle est alors la seule femme politique à appeler dans la presse les élu-e-s homosexuel-le-s à ne pas cacher leur orientation sexuelle, à «banaliser l'homosexualité», défendant les droits des homosexuel-le-s à fonder une famille. Elle signe en février 2000 un pacte civil de solidarité avec Claude Servan-Schreiber (journaliste et rédactrice en chef de *F Magazine* et de *Parité-Infos*) et le fait publier dans le carnet du quotidien *Le Monde*.

BAUDINO CLAUDIE, *Politique de la langue et différence sexuelle, la politisation du genre des noms de métiers*, Paris, L'Harmattan, 2001.

BERENI LAURE, *De la cause à la loi, Les mobilisations pour la parité politique en France (1992-2000)*, thèse de doctorat, Université Paris I, 2007.

DORVAUX KARINE, *Françoise Gaspard, actrice et observatrice du féminisme politique, de 1977 à 1995*, mémoire d'histoire de Master 1 sous la direction de Christine Bard, Université d'Angers, 2010. En ligne http://educationfeministe.free.fr/IMG/pdf/memoire_p2_version_2_2012-2.pdf

Photographie : portrait publié dans *F Magazine* n°19, septembre 1979.